

1988, chapitre 68  
**LOI MODIFIANT LE CODE  
DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

---

**Projet de loi 77**

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports

Présenté le 15 novembre 1988

Principe adopté le 6 décembre 1988

Adopté le 23 décembre 1988

**Sanctionné le 23 décembre 1988**

---

**Entrée en vigueur: le 23 décembre 1988**

---

**Loi modifiée:**

Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)







## CHAPITRE 68

### Loi modifiant le Code de la sécurité routière

[Sanctionnée le 23 décembre 1988]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-24.2,  
a. 69.1, aj.

**1.** Le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié par l'insertion, après l'article 69, du suivant:

Renouvellement des permis

« **69.1** La Régie peut, avec l'approbation du ministre des Transports, nommer, aux conditions qu'elle établit, des personnes qu'elle autorise à effectuer pour son compte le renouvellement des permis de conduire et toute autre opération afférente et déterminer le montant et le mode de leur rémunération. ».

c. C-24.2,  
a. 74, ab.

**2.** L'article 74 de ce code est abrogé.

c. C-24.2,  
a. 76, mod.

**3.** L'article 76 de ce code, édicté par le chapitre 91 des lois de 1986, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Période de suspension

« La période ne peut cependant être moindre que celle de l'ordonnance d'interdiction de conduire rendue en vertu des paragraphes (1) et (2) de l'article 259 du Code criminel (L.R.C., 1985, chapitre C-46). ».

c. C-24.2,  
a. 83, mod.

**4.** L'article 83 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

« 5° ne satisfait pas au deuxième alinéa de l'article 67. ».

c. C-24.2,  
a. 92, mod.

**5.** L'article 92 de ce code est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° un membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire à l'exclusion d'un membre du personnel de service; »;

2° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° un employé de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et un membre d'une représentation d'un État accrédité auprès de cette Organisation, à l'exclusion d'un membre du personnel de service; »;

3° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° un employé de l'Institut de l'Énergie des pays ayant en commun l'usage du français; »;

4° par l'addition, après le paragraphe 4°, des suivants:

« 5° un employé d'une organisation internationale non gouvernementale reconnue par le gouvernement du Québec;

« 6° les conjoints des personnes visées aux paragraphes 1° à 5° et leurs enfants majeurs qui sont financièrement à leur charge et qui résident avec eux. ».

c. C-24.2,  
a. 140, mod. **6.** L'article 140 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne, du nombre « 74, ».

c. C-24.2,  
a. 180, mod. **7.** L'article 180 de ce code, édicté par le chapitre 91 des lois de 1986, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Confiscation  
du permis « **180.** Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe (1) ou aux paragraphes (3) ou (4) de l'article 249, au paragraphe (1) de l'article 252, à l'article 253, au paragraphe (5) de l'article 254, aux paragraphes (2) ou (3) de l'article 255 du Code criminel ou lorsqu'elle est déclarée coupable d'une infraction prévue aux articles 220, 221 ou 236 de ce code si cette infraction est commise avec un véhicule routier, son permis est révoqué et le juge qui prononce la déclaration de culpabilité doit en ordonner la confiscation pour qu'il soit remis à la Régie. ».

c. C-24.2,  
a. 181, mod. **8.** L'article 181 de ce code, édicté par le chapitre 91 des lois de 1986, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Révocation  
unique « Toutefois, une déclaration de culpabilité pour plus d'une infraction prévue à l'article 253, au paragraphe (5) de l'article 254 ou aux paragraphes (2) ou (3) de l'article 255 du Code criminel n'entraîne qu'une seule révocation du permis ou une seule suspension du droit d'en obtenir un, lorsque les infractions se rapportent à un même événement. ».

c. C-24.2, in-  
titulé remp.

**9.** L'intitulé de la section III du chapitre I du titre V de ce code est remplacé par le suivant :

« AUTRE RÉVOCATION ».

c. C-24.2,  
a. 187, ab.

**10.** L'article 187 de ce code est abrogé.

c. C-24.2,  
a. 251,  
remp.

**11.** L'article 251 de ce code est remplacé par le suivant :

Détecteur de  
radar

« **251.** Nul ne peut installer ou faire installer dans un véhicule routier ou y introduire de quelque façon un détecteur de radar de vitesse. ».

c. C-24.2,  
a. 252,  
remp.

**12.** L'article 252 de ce code est remplacé par le suivant :

Interdiction

« **252.** Nul ne peut vendre, louer ou mettre à la disposition de quiconque contre valeur, ou de quelque façon offrir de vendre, de louer ou mettre à la disposition de quiconque contre valeur, un détecteur de radar de vitesse.

Confiscation

Une contravention au présent article entraîne sur déclaration de culpabilité, confiscation en faveur de la Régie du détecteur de radar. ».

c. C-24.2,  
a. 519.11,  
mod.

**13.** L'article 519.11 de ce code, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots « ou supérieur à celui fixé dans l'autorisation accordée par la Régie en vertu de l'article 519.30.1 et contrairement aux normes, conditions et modalités qui y sont prévues. ».

c. C-24.2,  
a. 519.14.1,  
aj.

**14.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 519.14, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, du suivant :

Permis de  
conduire  
retiré

« **519.14.1** Tout agent de la paix peut, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées en vertu du présent code et pour la période correspondant au nombre d'heures de repos prescrit par règlement, retirer le permis de conduire à un conducteur qui a dépassé le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail prévu par règlement ou autorisé par la Régie et prendre possession de son véhicule pour le conduire dans un endroit convenable. Le conducteur doit se conformer aux exigences de l'agent de la paix. ».

c. C-24.2,  
a. 519.23,  
mod.

**15.** L'article 519.23 de ce code, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots « ou supérieur à celui fixé dans l'autorisation accordée par la Régie en vertu de l'article 519.30.1 et contrairement aux normes, conditions et modalités qui y sont prévues. ».

c. C-24.2,  
a. 519.30.1,  
aj.

**16.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 519.30, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, du suivant:

Augmenta-  
tion du  
nombre  
d'heures

« **519.30.1** La Régie peut, dans les cas et aux conditions prévus par règlement, accorder au transporteur qui en fait la demande l'autorisation d'augmenter le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail des conducteurs au-delà de celui prévu par règlement et y prévoir des normes, conditions et modalités autres que celles établies par règlement.

Restriction

La Régie n'accorde une telle autorisation que pour un nombre d'heures déterminé. ».

c. C-24.2,  
a. 519.39,  
mod.

**17.** L'article 519.39 de ce code, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « ou au premier alinéa de l'article 519.14 » par « , au premier alinéa de l'article 519.14 ou à l'article 519.14.1. ».

c. C-24.2,  
a. 621, mod.

**18.** L'article 621 de ce code, modifié par l'article 93 du chapitre 94 des lois de 1987, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe 12° et après le mot « heures » des mots « , prescrire le nombre d'heures de repos que doit prendre le conducteur »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 12°, des suivants:

« 12.01° définir les expressions « heures de conduite », « heures de travail » et « heures de repos »;

« 12.02° établir dans quels cas et à quelles conditions la Régie peut accorder au transporteur visé au titre VIII.1 l'autorisation d'augmenter le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail des conducteurs au-delà de celui prévu par règlement; ».

c. C-24.2,  
a. 639, mod.

**19.** L'article 639 de ce code, édicté par le chapitre 91 des lois de 1986, est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « objets » des mots « et sauf dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 252 ».

c. C-24.2,  
a. 645.2, aj.

**20.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 645.1, édicté par l'article 100 du chapitre 94 des lois de 1987, du suivant:

Infraction et  
peine

« **645.2** Quiconque contrevient à une disposition du Règlement sur la motoneige (R.R.Q. 1981, c. C-24, r. 21) adopté en vertu du Code de la route (L.R.Q., chapitre C-24) et maintenu en vigueur en vertu de l'article 672 du présent code, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$. ».

c. C-24.2,  
a. 660,  
remp.

Nouveau  
permis  
d'école de  
conduite

**21.** L'article 660 de ce code est remplacé par le suivant :

« **660.** Aucun nouveau permis d'école de conduite ne peut être délivré pour une période de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, sauf s'il s'agit de renouveler un permis en vigueur à cette date. Toutefois, le gouvernement peut décréter que ce moratoire prendra fin avant le 31 décembre 1990.

Nombre  
insuffisant  
de permis

Malgré le premier alinéa, le gouvernement peut autoriser durant cette période, la délivrance d'un permis d'école de conduite conformément au chapitre IV du titre II, lorsqu'il considère insuffisant le nombre de permis d'école de conduite déjà délivrés sur le territoire de la communauté urbaine ou régionale ou de la municipalité régionale de comté pour lequel le permis est demandé ou pour tout autre motif qu'il juge opportun eu égard aux circonstances. ».

Suspension  
d'immatricu-  
lation ou  
révocation  
d'un permis

**22.** Une suspension de l'immatriculation, une suspension ou une révocation du permis de conduire, d'une classe de celui-ci ou du permis d'apprenti-conducteur ou une suspension du droit d'obtenir une immatriculation, un permis de conduire ou un permis d'apprenti-conducteur imposée en vertu de l'un des articles 44 et 96, 96.1, 98, 99, 99.1, 101, 155 ainsi que 159 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) est réputée avoir été imposée respectivement en vertu des articles 196, 194, 190, 76, 79, 192, 197 ainsi que 201 du présent code.

Restrictions

Le premier alinéa ne s'applique pas aux procédures engagées devant un tribunal à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ordonnances  
d'interdiction  
de conduire

**23.** Le troisième alinéa de l'article 76 du Code de la sécurité routière (1986, chapitre 91) continue de s'appliquer aux ordonnances d'interdiction de conduire qui sont rendues en vertu des paragraphes (1) et (2) de l'article 242 du Code criminel (S.R.C., 1970, chapitre C-34).

Déclarations  
de culpabilité

Les articles 180 et 181 du Code de la sécurité routière (1986, chapitre 91) continuent de s'appliquer aux déclarations de culpabilité prononcées en vertu des dispositions du Code criminel (S.R.C., 1970, chapitre C-34) visées à ces articles.

Entrée en  
vigueur

**24.** La présente loi entre en vigueur le 23 décembre 1988.

Effet

L'article 22 a effet depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1987.

Effet

Les articles 3, 7, 8, 18 et 23 ont effet depuis le 12 décembre 1988.